

## Communiqué de presse

Dimanche 11 mars 2012

# Vote clair en faveur de la place économique suisse

**economiesuisse se félicite du refus net de l'initiative sur les vacances**

**Les citoyens ont pris conscience des dommages qu'aurait pu occasionner l'initiative sur les vacances. Ils ont refusé d'inscrire dans la Constitution un droit aux vacances rigide de six semaines. Ce refus ferme est important pour la compétitivité des entreprises suisses, en particulier celle des PME.**

Aujourd'hui, le peuple et les cantons ont refusé fermement d'ancrer dans la Constitution six semaines de vacances. L'acceptation de l'initiative sur les vacances aurait eu des conséquences négatives sur la compétitivité des entreprises suisses. En particulier les sous-traitants ainsi que les petites et moyennes entreprises comptant moins de 250 employés auraient été touchés durement. Les entreprises suisses doivent déjà composer avec des désavantages majeurs, à savoir le franc fort et des coûts de la main-d'œuvre très élevés en comparaison internationale. Une augmentation des coûts salariaux aurait affaibli sensiblement notre compétitivité, alors que nous sommes déjà en pleine crise.

Le net refus de l'initiative sur les vacances est également un vote en faveur d'un droit du travail libéral et de solutions négociées avec les partenaires sociaux. En Suisse, le droit aux vacances est actuellement de cinq semaines en moyenne, ce qui est nettement supérieur au minimum légal de quatre semaines. Le dialogue entre les partenaires sociaux fonctionne. Grâce aux conventions collectives de travail et aux réglementations internes de nombreuses entreprises, quantité de travailleurs profitent déjà de solutions adaptées aux besoins des différentes branches. Avec sa réglementation rigide, l'initiative sur les vacances aurait menacé des emplois et rendu un mauvais service aux entreprises et aux travailleurs. economiesuisse se félicite de la décision du peuple et des cantons de balayer ce projet.

### **Un vote en faveur du marché, également pour les livres**

Les citoyens ont compris que le prix unique du livre ne peut maintenir la diversité des livres ni protéger les librairies. Le commerce du livre se porte bien et ne nécessite pas d'une réglementation étatique. Le prix unique du livre aurait induit une distorsion de concurrence sur le marché du livre et renchéri les livres en Suisse – aux dépens des consommateurs. Le refus d'instaurer un cartel est un signal en faveur de l'intensification de la concurrence et contre le niveau élevé des prix en Suisse. economiesuisse se sent confortée dans sa politique et se félicite du refus opposé à la réintroduction du prix unique du livre.

### **Limitier les dommages causés par l'initiative sur les résidences secondaires**

economiesuisse regrette que le peuple et les cantons aient adopté l'initiative sur les résidences secondaires, laquelle pénalise les régions touristiques et entrave le développement des communes. De nombreux emplois et une partie des recettes fiscales des régions périphériques sont menacés. Il con-

vient de limiter les dommages que causera l'initiative par une politique d'aménagement du territoire axée sur le long terme. Pour ce faire, il importe de définir précisément ce qu'est une résidence secondaire. Le législateur est invité à prendre en compte les besoins des régions concernées et à éviter autant que possible de nouvelles charges administratives.

Pour toutes questions :  
Cristina Gaggini, directrice romande  
Téléphone : +41 78 781 82 39  
Courriel : [cristina.gaggini@economiesuisse.ch](mailto:cristina.gaggini@economiesuisse.ch)